

IAA
15 avenue de Cucillé
CS 90 000
35919 Rennes

Rennes, le 20/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE LAITIERE DE RETIERS

FROMY
35240 Retiers

Références : DDPP35 2025 03349
Code AIOT : 0053502428

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement SOCIETE LAITIERE DE RETIERS implanté FROMY 35240 Retiers. L'inspection a été annoncée le 16/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient suite à la casse d'une canalisation structurante du réseau d'eau potable ayant impacté l'alimentation en eau potable du site à partir du 28 septembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE LAITIERE DE RETIERS
- FROMY 35240 Retiers
- Code AIOT : 0053502428

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Pôle industriel laitier exploitant sa propre station d'épuration et rejetant dans la rivière "La Seiche".

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Demande d'action corrective	3 mois
9	Dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Données de prélèvement (REGISTRE)	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
4	Prélèvements et consommations d'eau	AP Complémentaire du 28/11/2023, article 4.1	Sans objet
5	Installations exemptées par	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	I'AM		
6	Liste des documents à tenir à disposition de l'inspection	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	Sans objet
7	Inventaire de la consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 27/03/2020, article titre II - 6.	Sans objet
8	Réduction des consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 27/03/2020, article Titre II - 9.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les consommations d'eau du site sont bien suivies par l'exploitant. Des actions d'économies d'eau importantes sont mises en place depuis plusieurs années.

La mise en conformité des ressources en eau pour lutter contre un éventuel incendie est bien avancée (moyens opérationnels au 15/12/2025).

Le plan des réseaux d'eau et le plan de défense incendie sont à compléter.

Un plan de continuité d'activité va être demandé à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p>Constats :</p> <p>Casse d'une canalisation d'eau structurante dans la nuit du samedi 27 au dimanche 28 septembre 2025</p> <p>-> Coupure alimentation AEP du site de LACTALIS à Retiers le dimanche 28 septembre dans l'après-midi (pour préserver les usages de la population sur la commune de Retiers)</p> <p>Il s'agit d'un évènement qui aurait pu avoir des incidences sur l'environnement.</p>

Lundi 29/09, 14h : information de la DDPP/ICPE par la préfecture (transfert courriel ARS)

Suite à notre sollicitation, retour de LACTALIS à 16h

- Production : La réserve d'eau potable de 800 m³ permet d'assurer la production en lien avec le fonctionnement des forages jusqu'au mardi 30/09 matin

- Risques accidentels :

4 poteaux incendie privés inutilisables a priori (alimentés par réseau AEP),

Réserve AEP de 800 m³ sert de ressource mais actuellement en cours de vidage,

Clarificateur de la STEP plein de 3769 m³ (avec 1 point d'aspiration),

→ Disponibilité de 120 m³/h

Mesures compensatoires :

Système automatique de détection à l'intérieur des systèmes les plus sensibles avec réserves d'eau dédiées (noyage automatique des installations de séchage)

Rondes 2 à 3 fois par postes sur les activités sensibles

Baisse de l'activité en lien avec l'arrêt technique prévu le mercredi 01/10

Il est apparu que les risques accidentels semblaient maîtrisés par l'exploitant.

Lors de la visite, l'exploitant a expliqué que les équipements de détection et de protection sur les équipements sensibles étaient opérationnels. Il a détaillé le fonctionnement des systèmes de noyage qui équipent la lactoserie, la tour T30 poudre et la tour protéines prolacta 2 : mesure doublée des températures de toutes les sorties d'air chaud, sécurité positive par rapport aux pertes d'utilités eau/électricité. Il a ajouté qu'un système de contention explosion équipait l'installation de broyage du lactose.

L'exploitant a précisé que ces systèmes étaient testés tous les ans.

Nuit du lundi 29 au mardi 30/09 : réparation de la canalisation

Comme certaines canalisations n'étaient plus en eau, il y a eu des risques d'introduction d'eaux parasites et donc des purges ont été faites

→ L'eau ne sera pas déclarée potable avant le jeudi 2 octobre après-midi (le temps d'avoir les résultats des analyses bactériologiques)

Production impactée :

Beurrière à l'arrêt : le concentré repart

Laitière : maintien des activités en lien avec la collecte auprès des agriculteurs mais dans le cadre d'un arrêt technique prévu le mercredi 01/10 → nécessité de faire venir des citernes d'eau potable d'autres sites LACTALIS (entre 10 et 20 par jour pendant 3 jours)

Ces actions ont permis de maintenir la collecte et d'éviter le déversement dans l'environnement de ce produit potentiellement polluant pour les milieux.

Restrictions d'usages de l'eau levées le jeudi 02/10 à 14h

La fiche BARPI de l'évènement du 28/09/2025 a été fournie le 06/11/2025.

Conséquences économiques : société beurrière arrêtée pendant quelques heures.

Cette fiche précise que le lundi 29/09/2025, 18h40, l'exploitant a vérifié auprès du fournisseur d'eau que le réseau incendie et les poteaux incendie associés étaient alimentés et sous pression.

Les enseignements tirés de la part de l'exploitant sont les suivants :

- Demande à notre fournisseur d'eau une cartographie du réseau d'eau alimentant l'usine pour

comprendre les impacts immédiats d'une anomalie sur le réseau.

- Création d'un scénario de manque / coupure énergie (eau, électricité, vapeur) dans le plan d'intervention des secours internes pour une meilleure coordination.
- Échange avec notre fournisseur d'eau sur la gestion de crise et la communication dans une situation similaire. Une réunion a été faite le 07/11. La syndicat a commencé à travailler sur une procédure de gestion de crise. L'exploitant est l'acteur principal de la gestion de crise. Une réunion supplémentaire va être faite pour échanger sur les possibilités de délais en terme d'arrêt.
- Evaluer la possibilité de faire valider réglementairement l'utilisation d'eau considérée non potable par l'ARS une fois traitée sur les installations (filtration et chloration) en tant qu'eau contact produit. Il faut que cela soit étudié parce qu'il y a un atelier de traitement.

L'exploitant fait état d'une mauvaise communication avec les services de l'Etat en général.

Les services de l'Etat procèdent également actuellement au retour d'expérience suite à cet évènement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

III.-Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

Constats :

Lors de l'incident de la casse de la canalisation AEP structurante, l'exploitant a constaté que son plan des réseaux n'était pas à jour. Il est erroné et ne fait pas apparaître l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation.

En effet, lors de l'incident, la ligne directe d'alimentation de Retiers depuis le château d'eau a été fermée mais l'eau a été maintenue dans le reste du réseau de la commune de Retiers et donc les poteaux incendie ont toujours été alimentés parce qu'ils sont alimentés par cette partie du réseau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fournir le plan des réseaux mis à jour.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Données de prélèvement (REGISTRE)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le relevé mensuel des consommations d'eau pour l'année 2025 a été transmis. Il détaille les consommations mensuelles aux différents points du pôle munis d'un compteur (57). Le fichier des consommations d'eau de forage et d'eau de ville du pôle de Retiers pour l'année 2025 a été fourni. Les volumes prélevés y sont précisés tous les jours sauf les samedis et dimanche (où la consommation journalière est estimée à partir de la moyenne de la mesure réalisée le lundi suivant).</p> <p>Extrait du dossier de réexamen IED de 2023 : La SOCIETE LAITIERE DE RETIERS surveille ses consommations d'eau et d'énergie de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Relevé terrain, à minima mensuel, de l'ensemble des compteurs divisionnaires. - Relevés terrain périodique sur certains ateliers. - Suivi en temps réel via un logiciel de télérelève à distance (65 compteurs eau à date). <p>Extraction de cartographie des compteurs d'eau sur logiciel LINA : il y a un suivi via la supervision et il y a aussi une vérification de ces mesures mensuellement également avec quelqu'un qui fait le tour. Il y a des analyses des consommations par process et par produit. Avec 9001, l'objectif et que cela soit piloté à la semaine par atelier mais il faut changer l'automate. L'eau est une condition de production importante. L'objectif est de réduire la consommation au niveau du site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le débit prélevé doit être relevé journalièrement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 28/11/2023, article 4.1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement

Prescription contrôlée :

L'approvisionnement en eau de l'établissement est assuré par le réseau d'adduction d'eau publique et par 4 forages pour un prélèvement en nappe de 310 000 m³ maximum. Concernant le réseau d'adduction d'eau publique, l'exploitant devra disposer d'une autorisation de la collectivité responsable, mentionnant les quantités et conditions et datant de moins de 5 ans.

Constats :

Constats du 10/12/2024 :

Consommations d'eau 2023 (extrait déclaration GERE2023) :

SLR

-forages : 210 976 m³

- AEP : 596 095 m³

SBR : 216 997 m³

SFR : 87507 m³

L'exploitant explique que le volume journalier est limité sur les forages à 2900 m³/j ce qui correspond au débit pouvant transiter à travers la vanne de 120 m³/h. Il ajoute qu'ils ont abaissé le prélèvement sur la nappe en concertation avec le syndicat des eaux pour limiter l'impact sur la nappe. Un pic de consommation d'eau est observé entre 2018 et 2023.

Il précise qu'il compare les niveaux piézométriques, l'état de la nappe et échange avec le syndicat d'eau annuellement. Les données ont été demandées et fournies le 17/12/2024. L'exploitant a fourni les données brutes de suivi des niveaux des piézomètres et forages depuis 2021.

La convention établie entre le syndicat des eaux et la société laitière de Retiers pour la fourniture d'eau potable du site Lactalis de Retiers et une gestion commune et responsable de la nappe tertiaire souterraine de la Cité du 27/03/2023 est présente dans le dossier d'autorisation environnementale du 14/10/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :

L'exploitant doit expliquer le pic de consommation d'eau observé entre 2018 et 2023.

Constat du 13/11/2025 :

Données GERE2024 :

SLR

-forages : 226 660 m³

- AEP : 873 014 m³

SBR : 229 165 m³

SFR : pas de déclaration en 2024

Données GERE2022 :

SLR

-forages : 268 805 m³

- AEP : 686563 m³

SBR : 222548 m³

SFR : ?

Données GERE 2021 :

SLR

-forages : 277 719 m³

- AEP : 789539 m³

SBR : 180004 m³

SFR : ?

Pour l'année 2024, la limite de prélèvement annuel sur les forages est respectée.

L'exploitant a expliqué le pic de consommation d'eau observé entre 2018 et 2023.

Il précise que l'année 2017 correspond à la mise en route de l'installation lactoserie pour le lait infantile (17 installations membranaires qui consomment beaucoup d'eau pour faire du cracking).

En parallèle, ils ont investi sur les installations EDR depuis cette période-là.

Face au constat qu'en période estivale 1000 m³/j sont nécessaires pour faire du froid avec les TAR, il décide en 2022 de mettre en place de la réutilisation d'eaux usées traitées.

2025 : Test pour le mettre en place sur tout le site pendant 1 an (en lien avec les subventions AELB) jusqu'à mai 2026.

2026 : 100 % des TAR seront qualifiées pour pouvoir passer en réutilisation des eaux usées traitées (OK au niveau des taux de chlore qui n'abiment pas les TAR).

Ensuite, cela sera mis en oeuvre surtout en période estivale (10 fois plus de produits chimiques : chloration avant et après filtre à sable, et produits pour réduire l'impact des chlorures, impacts différents des TAR inox et galva).

Eaux de concentration des matières laitières ECML (osmose de cette eau là qui est pasteurisée et utilisée comme un produit), la quantité de ECML récupérée est mesurée systématiquement pour maximiser sa récupération. Tous les rinçages sont passés avec cette eau-là depuis que c'est validé avec les AM sanitaires de 2024 (re-use).

2023 : La fromagerie s'est arrêtée donc il y a eu aussi une baisse.

Vue l'évolution des consommations d'eau depuis 2015 (eau de ville, eau de forage, eau reuse). Tant que la ressource le permet, la consommation d'eau de forage est maintenue stable. L'exploitant a pour objectif de réduire ses consommations d'eau de ville. Il s'engage sur une re-use de 800000 m³/an (c'est ce qu'il y a dans le dossier DDAEnv à venir).

- 17 % de consommation d'eau (EDV + forage) constatée entre 2022 et 2024.

Il ajoute que le fournisseur d'eau a constaté une remontée du niveau d'eau de la nappe de 1,5 m en lien avec la baisse des prélèvements (industriel et syndicat d'eau).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Installations exemptées par l'AM

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Installations exemptées par l'AM

Prescription contrôlée :

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou

d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;

- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier.

Constats :

La déclaration d'exemption a été faite et transmise à la DDPP.

Elle précise les deux critères d'exemption :

- Transformation agroalimentaire en flux poussé
- Utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport au prélèvement d'eau.

Les évolutions des consommations d'eau sont détaillées dans la déclaration.

La transformation agroalimentaire en flux poussé est à justifier pour toutes les activités du pôle.

De façon générale, pour les industries agro-alimentaires en flux poussé, la transformation de la totalité des matières entrantes périssables reste un objectif à maintenir même en période de sécheresse (ou lors d'un incident impactant l'alimentation en eau potable).

Dans le cadre du plan eau, il est demandé aux préfets de compléter les arrêtés préfectoraux des plus gros consommateurs d'eau par des mesures spécifiques sécheresse, pour les installations qui n'en disposeraient pas déjà. C'est dans ce cadre que l'inspection envisage de prescrire à l'exploitant un diagnostic et un plan de continuité d'activité.

L'objectif est d'inviter les exploitants à réaliser un diagnostic. Puis sur cette base, élaborer et tenir à jour un plan de continuité d'activité. Ce dernier doit comporter des actions (organisationnelles, techniques...) permettant de réduire les prélèvements d'eau de manière temporaire. Il devra être établi sur le principe que la totalité des matières premières entrantes périssables puisse être transformée, sans perte. L'idée étant d'anticiper pour pouvoir transformer toutes les matières quand l'eau vient vraiment à manquer.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les justificatifs sont à tenir à disposition de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des documents à tenir à disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Documents à tenir à disposition de l'inspection
Prescription contrôlée : I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées : 1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;[...] 6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.
Constats : Les améliorations et investissements ayant permis de réduire les consommations d'eau sont détaillés dans le DDAEnv de fin 2024 (étude d'impact p. 25 et suivantes). Actions importantes déjà réalisées sur le site : 2017 (eaux de récupération utilisées en lactoserie EDR1, - 900 m³/j), 2022 (test réutilisation des eaux usées traitées en appoint TAR en période estivale, - 400 m³/j), 2025 (unité supplémentaire de réemploi EDR 2, - 800 m³/j). L'exploitant précise disposer d'une ligne CAPEX qui justifie les investissements réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Inventaire de la consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2020, article titre II - 6.
Thème(s) : Actions nationales 2025, Inventaire de la consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, maintient à jour et réexamine régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du SME défini au point ci-dessus, un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux qui intègre tous les éléments suivants: [...] II. - Des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau présentées sous forme de

schémas de circulation et bilans massiques, et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir point 9);
<p>Constats :</p> <p>Le relevé mensuel des consommations d'eau pour l'année 2025 a été transmis. Il détaille les consommations mensuelles aux différents points du pôle munis d'un compteur (57). L'arborescence EAU a été fournie par l'exploitant.</p> <p>L'étude du GES sur les réductions des consommation d'eau a évolué en lien avec l'avancement des démarches. Pour autant, elle acte un engagement de l'exploitant sur des économies d'eau chiffrées. Donc d'autres réductions alternatives sont mises en place à la place.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Réduction des consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/03/2020, article Titre II - 9.
Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété hydrique : réduction des consommations d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant applique la technique a et une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b à k.</p>
<p>Constats :</p> <p>Extrait du dossier de réexamen IED de 2023 :</p> <p>"Des mesures de réduction sont consultables dans la partie 5.2 du document « Analyse conformité MTD ». D'autres mesures sont décrites ci-dessous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Management : les responsables de service suivent des indicateurs sur la consommation d'eau, d'électricité, de vapeur, d'air comprimé à travers un outil de télérelève Lina. - Mise en place d'une étude complète d'économies d'eau par un bureau d'études spécialisé. - Optimisation des lavages via les systèmes NEP (Nettoyage En Place ou Cleaning In Place) : validation des réglages optimaux concernant la temporisation des phases du nettoyage automatique et la consommation des produits lessiviels associés. - Déploiement des réducteurs de débit sur les garnitures de pompes. - Qualification de nouveaux produits de nettoyage des membranes pour limiter la consommation d'eau et de produits chimiques. - Automatisation des purges de déconcentration des tours aéroréfrigérantes (selon conductivité ou appoint d'eau). - Récupération des condensats vapeur sur les ateliers avec centralisation dans un bac de récupération unique pour alimentation des chaudières. - Réutilisation de la quasi-totalité des eaux d'évaporation du lait. - Traitement et réutilisation des eaux sortie STEP vers les tours aéro-réfrigérantes. <p>Les techniques utilisées par le site sont présentées dans le tableau ci-dessous :</p> <p>Techniques utilisées / Descriptif</p> <p>a Recyclage et/ou réutilisation de l'eau /</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réutilisation et traitement de la quasi-totalité des eaux d'évaporation du lait (1100m3/jour), soit 32% des rejets

<ul style="list-style-type: none"> - Réutilisation et traitement eau sortie STEP pour alimentation de tours aéro-réfrigérantes (230m3/j d'eau économisée en été, soit 7% des rejets) - NEP avec réutilisation des eaux fin de rincage <p>b Optimisation du débit d'eau / Régulation automatique des débits pour l'arrosage des garnitures de pompes</p> <p>e Nettoyage à sec Les zones sèches (zones de stockage) sont nettoyées à sec. Ces zones sont nettoyées par brosseuse-balayeuse.</p> <p>h Optimisation du dosage des produits chimiques et d'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place (NEP)</p> <p>Présence de NEP dans les ateliers suivants : REP/Station lavage citerne intérieure/CSC/PEL Dosage automatique de l'acide et de la soude"</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'étude GES de réduction des consommations d'eau est à fournir.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins eaux d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m3/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.</p> <p>« Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.</p>
<p>Constats :</p>

Constats du 10/12/2024 :

Extrait du DDAEnv V2 du 14/10/2024, EDD p. 61 (47)

« L'estimation des besoins en eau d'extinction d'incendie est basée sur le guide D9 de 2020.

Les installations retenues, sur la base des surfaces et activités recensées, sont les suivantes :

- bâtiment SLR : 1590 m³/h soit 3180 m³ sur deux heures,
- bâtiment SBR : 360 m³/h soit 720 m³ sur deux heures,
- nouveau garage PL : 120 m³/h soit 240 m³ sur deux heures.

Cependant, comme prévu dans le point 13 de l'AM du 11/04/2017 (rubrique 1510), ce besoin est plafonné à 720 m³/h pendant 2h. Pour y répondre, le site dispose d'un réseau de poteaux incendie, détaillés ci-dessous, ainsi que d'une réserve de 3769 m³ (environ) et deux réserves 2x400 m³ (bâches stockage eau mixte).

Le recensement des réserves est actuellement en cours avec le SDIS. »

L'AM du 11/04/17 limite effectivement le débit d'eaux d'extinction à un maximum de 720 m³/h. Cela s'explique car le débit d'extinction nécessaire est dépendant de la surface en feu. Or, pour les entrepôts 1510 ayant des cellules > 3000 m², l'extinction automatique incendie est obligatoire. Le calcul D9 indique bien que : "Le débit retenu sera limité à 720 m³/h en cas de risque protégé par un système d'extinction automatique à eau. Tout résultat supérieur sera ramené à cette valeur."

Il semble toutefois acceptable de limiter le débit d'eaux d'extinction à un maximum à 720 m³/h sous les conditions suivantes :

1) le site dispose d'un système d'extinction automatique incendie sur l'ensemble de la surface des zones historiquement classées en 1510 (depuis 2005). Attention, le calcul D9A (volume de rétention) doit alors prendre en compte les volumes d'eaux issus du sprinklage (calculs à revoir page 242 de l'EDD).

2) le site dispose d'un système de détection automatique d'incendie sur l'ensemble de la surface où il est exigé.

Le rapport de visite d'installations de poteaux et de bouches d'incendie AXIMA du 02/09/2024 a été fourni.

Le poteau n°13, accueil site, ne délivre pas un débit de 120 m³/h sous une pression de 1 bar (malgré DN 150).

Les débits des 3 autres poteaux (5, 6, 7) sont supérieurs à 60 m³/h.

Un des poteaux est trop bas (13) et un autre est à tourner (7). Le poteau n°13 va être changé.

Les relevés des essais en simultané n'ont pas été fournis. L'exploitant précise que la mesure des débits en simultané sera faite après les travaux sur les poteaux.

Il ajoute que les poteaux internes sont alimentés par le réseau d'eau de ville qui passe dans le site.

Comme il y a une seule aire de stationnement au niveau du clarificateur, cela représente un volume disponible de 60 m³/h.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat du 10/12/2024 :

La disponibilité des ressources en eau et leur adéquation aux besoins (D9) doit être analysée au regard des débits disponibles en simultané.

Les prises d'eau associées à chaque ressource sont à préciser.

Les débits des poteaux en simultané sont à fournir.

L'exploitant doit justifier de l'adéquation entre les besoins en eau du site et ses ressources en eau.

L'exploitant transmettra à l'inspection les éléments permettant de justifier de son engagement dans le retour à la conformité.

Au regard du constat, un projet de mise en demeure pour encadrer le retour à la conformité sera proposé à M. le Préfet.

APMD du 26/03/2025 :

Considérant l'engagement ferme pris par la SOCIETE LAITIERE DE RETIERS, dans son courrier du 28 février 2025, de se mettre en conformité concernant le dimensionnement de ses moyens de

lutte contre l'incendie et la justification des débits et quantités d'eau nécessaires, afin de respecter les dispositions du point 13 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 à l'échéance de mars 2026 ;

Constat du 13/11/2025 :

L'exploitant a fourni la présentation du point défense incendie réalisé avec le SDIS le 07 mars 2025. Les ressources en eau (sans simultanéité) y étaient d'au maximum 510 m³/h (deux poteaux incendie non-fonctionnels ou non-conformes et une réserve d'eau privée non-conforme). Lors de sa visite, le SDIS a validé le projet de remise en conformité de l'exploitant. Ce projet prévoit :

- la remise en conformité des poteaux incendie (2 sur 4 poteaux incendie privés en tout : celui de l'entrée qui n'est pas aux normes et celui qui est derrière la beurrerie qui va être déplacé parce qu'il était trop loin d'autres zones et pas accessible pour le SDIS),
- l'ajout de 3 réserves privées de 240 m³ avec 2 aires d'aspirations chacune ;
- la création d'une nourrice avec 3 aires d'aspiration au niveau du clarificateur de 1700 m³.

La commande du 13/06/2025 pour la pose de bâches et de poteaux incendie avec réseaux a été fournie. Elle acte l'engagement de l'exploitant dans sa remise en conformité.

Cela portera les ressources en eau à 720 m³/h.

Lors de la visite, les travaux ont été visualisés :

- piquage et vanne réalisée au niveau du clarificateur de 1700 m³,
- terrassement derrière la lactoserie avant pose bâche 240 m³ et création en cours d'un portail d'accès extérieur,
- terrassement derrière PEL PROLACTA avant pose bâche 240 m³,
- poteau incendie en cours de déplacement derrière la beurrerie.

Les bâches vont arriver en semaine 47. La validation officielle des réserves d'eau incendie par le SDIS n'interviendra pas avant début 2026.

L'exploitant s'engage pour que toutes les ressources soient opérationnelles au plus tard le 15/12/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le constat est maintenu dans l'attente de la fin des travaux et de la recevabilité du SDIS.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23

Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité du plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.

Constats :

Le plan de défense incendie (PDI) mis à jour avec les futures ressources en eau a été fourni le

06/11/2025.

Le PDI de l'exploitant n'est pas complet sur les points suivants :

- *"les plans d'implantation des cellules de stockage **et murs coupe-feu**"* : absence de plan permettant de localiser les murs coupe-feu présents sur le site.
- *" la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe ;"* : pas de description du dispositif de sprinklage.
- *"les mesures particulières prévues au point 22"* : pas de description des mesures mises en œuvre en cas d'indisponibilité du sprinklage.

L'exploitant précise que son objectif est de le faire valider par le SDIS (examen sur le fond et la pertinence des actions proposées).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau

Prescription contrôlée :

[Le plan de défense incendie comporte]

- plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule

Constats :

Le plan de défense incendie mis à jour avec les futures ressources en eau a été fourni le 06/11/2025.

Le plan de défense incendie ne détaille pas les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule. L'exploitant précise que le scénario de coupure AEP sera développé, cela dans le PISI (qui on appelle, comment on sécurise et cela pourra aller jusqu'à des arrêts d'installations pour voir comment on sécurise la ressource).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le plan de défense incendie est à compléter.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois